



## Un remake de la guerre du Liban en Palestine ?

Par [Hasan Abu Nimah](#) et [Ali Abunimah](#)

Mondialisation.ca, 16 octobre 2006

[imemc.org](http://imemc.org), [AFPS \(traduction en français\)](#) 15  
octobre 2006

Région : [Moyen-Orient et Afrique du Nord](#)

Thème: [Crimes contre l'humanité](#)

Analyses: [LA PALESTINE](#)

Il existe aujourd'hui des indications inquiétantes que le projet depuis longtemps caressé de renverser le gouvernement démocratiquement élu de l'Autorité palestinienne, dirigé par le Hamas, va entrer dans sa phase la plus dangereuse : un coup d'Etat politique appuyé par des milices locales avec un soutien étranger et régional.

Ceci pourrait déclencher de graves violences intra -palestiniennes. L'Irak est un avertissement terrible de la façon dont une occupation étrangère peut engendrer un bain de sang interne, aussi tout doit être fait pour faire connaître et contrer cette dangereuse conspiration.

Le chef des services de renseignement de l'Autorité palestinienne et dirigeant de la milice du Fatah, Tawfiq Tirawi, a déclaré dans un entretien avec le Sunday Times [1] le 8 octobre : « Nous sommes déjà au début d'une guerre civile, sans le moindre doute. Ils (le Hamas) stockent des armes et une guerre civile à grande échelle peut éclater à tout moment. » L'article cite des sources palestiniennes qui disent que le président de l'Autorité palestinienne, Mahmoud Abbas « a notifié les Etats-Unis, la Jordanie et l'Egypte qu'il se préparait à agir contre le Hamas. » Tirawi a affirmé que le Hamas « se préparait à une guerre contre nous », et il « a prévenu que la violence commencerait à Gaza puis s'étendrait à la Cisjordanie. »

Les dirigeants du Hamas, y compris le Premier ministre Ismail Haniyeh, ont fait des déclarations rassurantes, affirmant qu'ils ne permettraient jamais une guerre civile, même après qu'une milice proche du Fatah a menacé explicitement de les assassiner.

N'oublions pas que lors des élections législatives de janvier dernier, le mouvement islamique de résistance Hamas, a infligé une défaite cuisante au Fatah, la faction dite nationaliste et laïque fondée par Yasser Arafat, qui a dominé le mouvement palestinien institutionnalisé depuis les années 60.

Le Fatah, dirigé maintenant par le président de l'Autorité palestinienne Mahmoud Abbas, a été largement rejeté pour sa corruption et sa mauvaise gestion de l'Autorité palestinienne qui a été créée dans le cadre des Accords d'Oslo en 1994.

Emis une semaine après qu'au moins une dizaine de Palestiniens ont été tués dans des combats entre partisans du Hamas et du Fatah, les derniers propos de Tirawi peuvent sembler préparer le terrain pour une confrontation planifiée à grande échelle.

En mai dernier, une « source sécuritaire » haut placée du Fatah, déjà Tirawi sans doute,

avait déjà dit au même journaliste du Sunday Times que « la guerre civile est inévitable » et que « le temps du Hamas est compté ». Il avait prévenu que « nous choisirons le moment et le lieu appropriés pour la confrontation militaire. Et après ça, il n'y aura plus de milice du Hamas. »

Est-ce que ce moment est proche ? Ses sponsors à l'extérieur du pays encouragent Abbas à s'en prendre au Hamas. Les avertissements de Tirawi ont suivi la visite dans la région de la Secrétaire d'Etat américaine Condoleeza Rice, visite au cours de laquelle elle a embrassé chaleureusement Abbas en public.

Le 5 octobre, l'Agence Reuters rapportait que des milices loyales à Abbas sont approvisionnées en armes et entraînées par les Etats-Unis. Selon l'article, « renforcer la garde présidentielle », la milice personnelle d'Abbas, « de 70%, conformément à un plan américain, est devenu un axe essentiel de la politique américaine depuis que le Hamas a battu le Fatah de Abbas aux élections et s'est emparé du gouvernement. »

Cet encouragement apparent à recourir aux balles quand les bulletins de vote n'ont pas réussi à produire les résultats souhaités est en complète contradiction avec les principes démocratiques les plus élémentaires, sans même mentionner sa totale immoralité. C'est déjà assez terrible comme ça, mais en plus ça ressemble bien à une répétition de la stratégie au Liban où les puissances occidentales pensaient apparemment qu'elles pourraient utiliser Israël, en tant que membre de leur clientèle locale, pour porter un coup mortel au Hezbollah.

Les résultats humains et politiques de cette aventure, la destruction systématique par Israël du Liban pendant l'été dernier, parlent d'eux-mêmes. Cette fois -ci, Abbas et ses forces joueraient le rôle du client local des Etats-Unis, avec le Hamas dans celui du Hezbollah.

Le seul résultat d'une telle confrontation sera une nouvelle flambée de violence sanglante. Et le Hamas en sortirait très probablement renforcé, alors que, parmi les Palestiniens, il n'y aura que des perdants.

Il y a toutes les raisons de craindre qu'on en est au moment où la conspiration va décider de faire directement usage de la force armée, alors que la campagne pour renverser le Hamas s'est intensifiée progressivement. Quelques semaines à peine après l'élection de janvier, le New York Times rapportait que des responsables américains et israéliens s'étaient rencontrés « au plus haut niveau » pour organiser la chute du Hamas en « affamant » l'Autorité palestinienne.

Cela a commencé avec l'arrêt de l'aide des Etats-Unis et de l'Union européenne, ostensiblement pour contraindre le Hamas à « reconnaître Israël » et « abandonner la violence ». (Lorsqu'il a été élu, le Hamas observait déjà depuis un an une suspension unilatérale des attaques contre Israël et ses dirigeants avaient donné des signes forts de leur volonté d'arriver à « un accord de longue durée ».)

Israël a intensifié ses attaques militaires contre Gaza, tuant et blessant des milliers de civils, détruisant les infrastructures civiles, dont l'unique centrale électrique. La plupart des Palestiniens n'arrivent plus maintenant à nourrir leurs familles.

Israël a kidnappé huit ministres du Hamas et un quart des députés élus au Conseil Législatif, pendant que les dirigeants du Fatah n'arrêtaient pas de mener campagne contre le Hamas,

y compris par des grèves et des manifestations organisées par des loyalistes du Fatah chez les fonctionnaires de l'Autorité palestinienne, privés de salaire par ce même siège international sur lequel les dirigeants du Fatah ont fermé les yeux et qu'ils ont même encouragé.

Les efforts pour sortir de l'impasse politique en formant un « gouvernement d'unité nationale » ont également échoué parce que le Fatah, perdant des élections, soutenu par des puissances étrangères, exige que le Hamas, vainqueur des élections, abandonne sa politique et ses principes et adhère à ceux du parti perdant. Pourtant, rien de cela n'a marché.

Malgré la punition qui lui est infligée, les Palestiniens sous occupation refusent toujours de se soumettre à la tyrannie israélienne : 67% « ne pensent pas que le Hamas devrait reconnaître l'Etat d'Israël afin de se plier aux exigences des donateurs internationaux », même si « 63% seraient favorables à une reconnaissance palestinienne d'Israël en tant qu'Etat pour le peuple juif après la conclusion d'un accord de paix et l'établissement de l'Etat palestinien », selon un sondage réalisé en septembre par le Centre palestinien de Sondage et de Recherche.

Tandis que les incidents violents et les provocations de la part des partisans des deux groupes s'intensifient, Abbas envisage de recourir à d'autres moyens coercitifs qui seraient un coup d'Etat : démettre le gouvernement Hamas, former un gouvernement « d'urgence » et dissoudre le Conseil législatif, essentiellement formé de membres du Hamas, afin d'ouvrir la voie à de nouvelles élections générales qui pourront être repoussées indéfiniment ou au moins jusqu'à ce que l'on puisse organiser la victoire du Fatah.

Les Palestiniens sont confrontés à un grand danger. Mais, soyons clairs, il n'y a pas de menace de guerre civile. Pour les millions de Palestiniens ordinaires qui vivent sous la brutale occupation israélienne, ou qui sont citoyens de seconde zone de l' « Etat juif », ou encore forcés à l'exil, il n'existe aucun désaccord suffisamment grave pour s'affronter, frère contre frère, famille contre famille, dans une guerre civile.

Au contraire, les Palestiniens sont unis dans leur compréhension de ce dont ils souffrent – le colonialisme armé israélien, soutenu et financé par les puissances occidentales. Le danger c'est qu'un coup d'Etat armé soit organisé dans l'intérêt de ces puissances par une petite minorité, ce qui pourrait entraîner un plus grand nombre de Palestiniens dans des combats internes dont on n'ose pas penser aux terribles conséquences.

L'erreur la plus grave du Hamas est peut-être d'avoir sous-estimé la détermination avec laquelle les résultats des élections seraient sapés et attaqués, s'ils n'étaient pas conformes aux intérêts d'Israël et d'autres puissances mondiales. La réalité, c'est que l'Autorité palestinienne n'est pas et n'a jamais été un gouvernement pour le peuple palestinien. L'Autorité palestinienne ne reçoit le soutien de l'Occident que si elle sert directement et exclusivement ses intérêts et ceux d'Israël.

Elle a été conçue pour protéger l'occupation israélienne contre ses victimes. Personne ne pourra la transformer en un corps représentatif qui se bat pour les droits et les intérêts des Palestiniens. S'il veut éviter le piège mortel qui lui est tendu, ainsi qu'au peuple palestinien, le Hamas devra trahir ou se démettre.

Le Hamas a eu raison d'abandonner la campagne d'attaques suicides contre les civils

israéliens, d'observer une trêve volontaire durable et de se lancer dans la politique. Il devrait maintenant renoncer à s'accrocher péniblement au naufrage des institutions d'Oslo, impuissantes et discréditées. Il devrait au contraire mettre sa popularité considérable, ses talents organisationnels et sa légitimité accrue au service d'une campagne globale de résistance civile, en se mobilisant, avec d'autres secteurs de la société civile palestinienne et mondiale, contre tous les aspects du colonialisme et du racisme israéliens.

C'est la seule chose qu'il n'a pas encore tentée, et c'est là que se trouve le meilleur espoir de sortir de ce sombre tunnel.

[1] hebdomadaire britannique

*Hasan Abu Nimah, qui collabore à Electronic Intifada, est ancien ambassadeur de Jordanie dans plusieurs pays de l'Union européenne et aux Nations Unies à New York. Ali Abunimah est co-fondateur d'Electronic Intifada.*

<http://www.imemc.org/content/view/22001/1/>

traduction : CL, [Afps](#)

La source originale de cet article est [imemc.org, AFPS \(traduction en français\)](#)

Copyright © [Hasan Abu Nimah](#) et [Ali Abunimah](#), [imemc.org, AFPS \(traduction en français\)](#), 2006

Articles Par : [Hasan Abu Nimah](#) et [Ali Abunimah](#)

**Avis de non-responsabilité** : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)